



Plate-forme politique Congrès mars 2024

Pour l'intérêt général - Pour l'écosocialisme

1. Les violences du capitalisme³

- a. Le capitalisme détruit les peuples et notre écosystème³
- b. Politiques guerrières et économie tournée vers la guerre⁶
- c. Géopolitique bouleversée et nouvelles dominations⁷
- d. Démocratie sous surveillance et normalisation sociale⁹
- e. L'extrême droite candidate pour sauver le Capital¹¹

2. Des points d'appui ou le champ des possibles¹²

- a. 2022 : une avancée politique majeure en France¹²
- b. Accélération de la prise de conscience écologique¹³
- c. Les femmes au premier plan des révolutions citoyennes¹⁴
- d. Des luttes sociales, porteuses de contestation générale : Fin du mois – Fin du Monde – même combat !¹⁵
- e. Une exigence démocratique universelle¹⁷

3. Le Parti de Gauche, son rôle et ses objectifs¹⁸

- a. Le rôle du Parti de Gauche, dans le mouvement insoumis et au sein de la gauche¹⁸
- b. Implanter le Parti de Gauche sur l'ensemble du territoire²⁰
- c. Campagne européenne et programme d'action²⁴
- d. Égalité jusqu'au bout !²⁵

- i. Féminisme26
- ii. Laïcité28
- iii. Antiracisme et antifascisme28
- iv. Lutte pour les droits LGBTQI+.31
- e. De la servitude à un autre imaginaire32

4. Vers un programme actualisé pour un nouveau monde à construire : l'écocialisme33

36

Quinze ans après la création du Parti de Gauche, notre Congrès 2024 doit être celui annonçant un nouvel élan pour notre parti : celui de la révolution écosocialiste. Ce parti a formé de nombreux·euses militant·es, dans la théorie et la pratique, qui souhaitent faire « bouger les lignes », construire des arcs de force larges tant avec des organisations qu'avec les citoyen·nes, qui souhaitent être au service de différentes luttes syndicales, associatives, écologistes, sociales ou pour la dignité humaine.

Depuis, les crises de réorganisation du capital à l'échelle internationale sont marquées par des logiques de plus en plus brutales avec des conséquences terribles contre les peuples, l'écosystème et la démocratie.

Notre orientation sera d'agir pour construire des cadres de résistance, des espaces appropriés, de prendre des initiatives PG, de mener des campagnes et contribuer à la construction de l'alternative politique dans la période.

Nous nous appuyons sur les pratiques essentielles de l'éducation populaire et la camaraderie. Nous resterons un parti au contact de la société. Donnons davantage de sens à notre militantisme au Parti de Gauche avec cette envie d'agir ensemble, de militer selon ses moyens et de mener la bataille culturelle.

1. Les violences du capitalisme

a. Le capitalisme détruit les peuples et notre écosystème

La « stratégie du choc » comme le théorise Naomi Klein est à l'œuvre. À l'heure d'une perte d'hégémonie des États-Unis et des pays dits « occidentaux » ou du « Nord », de nombreux défis se présentent. Alors que la solidarité entre les peuples est cruciale pour avancer sur les enjeux cruciaux de ce siècle (changement climatique, pauvreté, guerres impérialistes...), on assiste à une montée des tensions. Le monde multipolaire, induit par l'émergence de nouvelles puissances régionales (les BRICS¹, la Turquie, les pays de l'ASEAN², etc.), charrie avec lui de nombreuses crises.

À la recherche de solutions pour faire circuler le capital dans un contexte de dérégulation climatique, les puissances impérialistes cherchent à étendre leurs dominations tant maritime, terrestre que dans l'espace. Dans un contexte de compétition exacerbée pour l'approvisionnement en matières premières, pour la conquête de nouveaux débouchés ou encore pour maintenir des zones d'influences géopolitiques, servant les profits des

1 Composition des BRICS au 1^{er} janvier 2024 : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran.

2 L'Association des Nations d'Asie du Sud-Est

puissances impérialistes, la guerre reste le moyen privilégié de cette compétition mortifère. Les conflits de haute intensité militaire rompent ainsi avec la forme de guerre asymétrique observée jusqu'ici : Ukraine, Haut-Karabagh, Israël-Palestine... D'autres points de friction font craindre un embrasement similaire avec des conséquences qui s'annoncent dramatiques (Indopacifique).

Le cycle historique ouvert il y a cinquante ans par le coup d'État au Chili, suivi des années Reagan-Thatcher, et l'Europe du marché unique, a installé le néolibéralisme comme mode universel des rapports sociaux de production et d'échange. La financiarisation spéculative de l'économie a atteint un niveau extrême, révélateur d'une fuite en avant.

La division internationale du travail en flux tendu a permis de détourner une part croissante de la richesse produite vers le capital au détriment du travail. Elle aggrave la pression sur les travailleurs et travailleuses.

Cette logique néolibérale se poursuit de nos jours avec une volonté toujours plus forte et plus brutale du capital de s'attaquer aux conquêtes sociales et démocratiques dans les différentes luttes avec les peuples et le mouvement social.

L'épidémie de Covid et la guerre en Ukraine ont à la fois catalysé les contradictions du système et couvert une attaque violente contre les travailleur·euses et les peuples. Les effets temporaires de crise énergétique et de dislocation des chaînes internationales d'approvisionnement, de production et de distribution ont été une aubaine. Au nom de la lutte contre l'inflation, les États ont engagé de nouvelles politiques d'austérité. Au prétexte des désordres du commerce international et des sanctions énergétiques, les grandes entreprises et les spéculateurs dans tous les domaines ont été les moteurs de l'inflation.

L'oligarchie assume avec cynisme la guerre de classe. L'accumulation des richesses, la spéculation et l'économie de guerre augmentent les inégalités sociales et tournent le dos aux besoins sociaux.

L'inflation généralisée à deux chiffres, parfois trois chiffres comme en Turquie avec plus de 100 % d'augmentation annuelle des prix, est le fardeau quotidien de centaines de millions de personnes, plongées dans une précarité et une pauvreté de plus en plus insupportable.

La prédation des entreprises agro-alimentaires et les accords de libre-échange rendent difficile la redistribution et l'accès à une nourriture de qualité.

L'inflation généralisée, associée aux marges colossales de l'industrie agro-alimentaire, entraîne une explosion des prix dans tous les continents. Or cette inflation touche d'abord les ménages ruraux et les plus pauvres, l'alimentation

représentant une plus grande part de leurs dépenses. Pendant que les associations doivent refuser du monde, le Gouvernement français s'oppose à des repas à un euro pour les étudiant·es !

L'omniprésence de pesticides continue d'être un danger. Récemment, l'utilisation du glyphosate a été renouvelée pour dix ans par l'Union Européenne. La France s'est abstenue sur le vote alors que Macron s'était engagé pour la fin du glyphosate.

Enfin, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde se situe autour des 795 millions (dont l'immense majorité dans les pays « en voie de développement »). En parallèle, 1,9 milliard de personnes sont en surpoids, dont 600 millions qui souffrent d'obésité. Tout cela, ajouté à une consommation de produits d'origine animale, particulièrement carnée, conduit à un problème de santé publique majeur et à une accentuation de la crise écologique. Nous devons accompagner une transition planifiée vers une production alimentaire plus végétalisée.

Le mécanisme à l'œuvre du macronisme, c'est la destruction des outils de solidarité et de redistribution de la santé, que sont l'hôpital public, la médecine de ville et la médecine du travail. Tout cela a des conséquences directes sur la santé. Même durant la crise du Covid, la diminution du nombre de lits d'hôpitaux s'est accrue ! Le cynisme du gouvernement est un puits sans fond en la matière. La valorisation tant attendue des métiers du soin et de la santé s'est arrêtée aux derniers applaudissements sur les balcons. La pression financière des jours de carence lors des arrêts de travail, la hausse des risques psychosociaux et par exemple les difficultés à faire reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle, sont des facteurs de précarisation de la société. Près de 700 personnes meurent chaque année sur leur lieu de travail !

Après avoir joué la carte, grossière, du négationnisme climatique et de la mise en doute des alertes scientifiques sur les pollutions et l'effondrement de la biodiversité, les capitalistes utilisent le vocabulaire de la « transition » pour gagner du temps par rapport aux ruptures nécessaires et ajouter de nouvelles modalités de réaliser des profits aux anciennes.

Les nouvelles sources d'énergie, les nouvelles matières, s'ajoutent simplement à celles déjà exploitées par la prédation extractiviste, et peu importent les destructions engendrées. À l'opposé du paravent idéologique que constitue cette « transition », nous défendons de longue date la notion de bifurcation écologique, marquant ainsi la nécessité de véritables ruptures.

Partout les politiques nationales traduisent cette mystification, au prix d'une contradiction apparente : elles préservent les logiques capitalistes destructrices sous couvert de nécessités économiques, mais prétendent répondre à la prise de conscience de la dégradation des écosystèmes.

Par exemple, le président Lula a fait la proposition majeure d'arrêter la déforestation de l'Amazonie lors du Sommet de Belém contre la déforestation en août 2023, réclamant 100 milliards de dollars aux pays riches afin d'aider les pays les moins développés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Sommet boudé par Macron alors que la Guyane est un département français situé en Amazonie. Dans le même temps le Cerrado brésilien, écosystème mondial majeur, a connu une accélération de son exploitation sans précédent sous l'ère Lula.

La COP 28 (conférence des parties à la Convention sur le climat) de fin 2023 est un excellent révélateur de ces logiques de procrastinations écologiques mettant toujours plus à l'honneur la fuite en avant des intérêts d'un capitalisme sans entraves et toujours plus concentré.

Il est symptomatique que les COP se déplacent désormais de pays pétrolier/gazier en pays pétrolier/gazier : Dubaï en décembre 2023, l'Azerbaïdjan pour la prochaine édition. De même, le nombre de lobbyistes des industries exploitant les énergies carbonées y bat des records, dépassant désormais en taille les délégations de quasiment tous les pays. La France de Macron y voit avant tout un vecteur pour la propagande en faveur du nucléaire. Les pays pétroliers jouent la carte de la justice climatique, avec la proposition d'abonder des fonds pour l'adaptation des pays les plus pauvres, à la fois pour montrer l'hypocrisie du Nord global qui promet mais ne verse pas et pour faire oublier leur propre contribution au dérèglement climatique. Il y est question de transition, de superposition des sources d'énergie, pas de réorientation radicale ni de réduction drastique des causes du chaos climatique.

b. Politiques guerrières et économie tournée vers la guerre

La guerre est une méthode de domination des êtres humains et des peuples. Les femmes en sont souvent les premières cibles et les premières victimes.

Il y a 30 ans, suite à l'effondrement de l'URSS et la chute du mur de Berlin, l'impérialisme américain considérant qu'il avait gagné la guerre froide, s'est lancé dans des guerres sanguinaires en Irak, en ex-Yougoslavie et en Afghanistan. Ces guerres se sont soldées par des échecs. Remplaçant la guerre froide par la nouvelle idéologie de « la guerre des civilisations », les États-Unis ont favorisé l'apparition de monstres organisés tels Al Qaïda et Daesh, conduisant à des massacres de masse au nom de la « guerre contre le terrorisme ». L'OTAN a ainsi commis de nombreux crimes de guerre.

L'instrumentalisation des différends frontaliers en conflits régionaux atteste une fois de plus que le capitalisme se nourrit continuellement du cycle mortifère « destruction/reconstruction ».

Les intérêts capitalistes s'affranchissent de toute morale. Le conflit en Ukraine en est l'illustration.

Le comportement agressif de l'OTAN cherchant à s'implanter dans les pays limitrophes de la Russie, a provoqué la Russie pendant près de trente ans.

Le capitalisme russe vivant sur le fantasme impérialiste de la Grande Russie a procédé à une fuite en avant en envahissant l'Ukraine, ce qui est inacceptable. L'impérialisme états-unien y a vu un moyen de s'implanter notamment par la mainmise sur les terres agricoles par l'intermédiaire des fonds de pensions. Il y voit également un moyen de vendre ses armes aux européens et d'accroître leur dépendance. L'OTAN s'est ainsi trouvée légitimée du fait de la guerre enclenchée par la Russie.

C'est désormais une logique d'économie tournée vers la guerre qui est engagée. Le complexe militaro-industriel est en première ligne, soit pour liquider ses surplus, soit pour tester de « nouveaux produits », mais toujours pour assurer ses profits.

En France, 413 milliards d'euros (soit 68 milliards par an) sont engagés pour sept années dans cette course aux armements, contre 295 milliards pour la Loi de Programmation Militaire précédente (2019-2025), soit une augmentation de 40 % !

c. Géopolitique bouleversée et nouvelles dominations

Les relations internationales sont en pleine reconfiguration. L'hégémonie des États-Unis, et plus largement des pays dits "du Nord", est de plus en plus contestée. Dans un contexte de décolonisation inachevée, on assiste là à une véritable désoccidentalisation du monde par l'émergence de nouvelles grandes puissances, à commencer par les BRICS. Les positionnements des pays sur la livraison d'armes à l'Ukraine, le soutien à la Palestine et à un cessez-le-feu au Proche-Orient, reflète une fracture nette entre les pays "du Nord" et le reste du monde. Mais ce bloc "du Sud" n'étant pas homogène, cette dynamique fait émerger un monde multipolaire, ce qui complexifie les relations internationales et pose de nombreux défis.

Les États-Unis d'Amérique et la Chine sont en conflit à bas bruit sur le plan commercial, technologique et diplomatique pour redéfinir la géopolitique internationale.

Les États-Unis resserrent leur contrôle politique et militaire sur de nombreux États comme c'est le cas dans le cadre du traité de coopération militaire entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume uni (y compris en torpillant la coopération militaire française avec l'Australie en provoquant l'abandon par l'Australie de la commande de sous-marins à propulsion conventionnelle pour les remplacer par des sous-marins à propulsion nucléaire). L'invasion de

l'Ukraine par la Russie génère le renforcement de l'OTAN qui vient de se traduire par l'adhésion de la Finlande et de la Suède au traité. Ce renforcement de l'alliance atlantique sous hégémonie étasunienne est un mauvais signe pour celles et ceux qui s'inquiètent d'un éventuel embrasement en Europe centrale.

La guerre a isolé la Russie et a permis aux États-Unis de reprendre place physiquement en Europe de l'Est, de relancer le complexe militaro-industriel et de proposer/imposer la substitution du gaz russe par le gaz de schiste nord-américain. D'autres pays, comme la Norvège et le Qatar, saisissent cet effet d'aubaine pour vendre leur gaz naturel et leur « hydrogène vert » dans la foulée.

La Chine est même en capacité d'organiser un sommet pour la paix dans le conflit entre le Yémen et l'Arabie Saoudite.

Elle jouera certainement un rôle déterminant pour trouver une issue à la guerre en Ukraine du fait du passage de la « nouvelle route de la soie » via l'Europe centrale.

Dans ces deux cas, le contrôle de la Mer Rouge et du Canal de Suez, ainsi que de l'Europe centrale, font partie des objectifs du néo-capitalisme chinois.

Depuis une quinzaine d'années, la Chine a planifié la conquête des terres rares indispensables aux énergies nouvelles et aux véhicules électriques, notamment par l'achat et l'exploitation de milliers d'hectares prometteurs en République Démocratique du Congo ou en Amérique du Sud.

Devenus "BRICS+" au 1^{er} janvier 2024 par l'entrée de cinq pays supplémentaires (l'Argentine de Javier Milei prenant finalement la décision de ne pas s'y associer mais de se rapprocher des Nord-américains), ces 10 pays rassemblés en sommets annuels représentent maintenant la moitié de la population mondiale et près de 30 % du PIB mondial. Les BRICS+ sont perçus comme un groupe "anti-G7" visant à contrer la domination de l'impérialisme nord-américain qui s'exerce par l'imposition de sa monnaie, le dollar US, comme monnaie mondiale. Ce "Sud global" en émergence s'organise contre les "pays du Nord" sur les plans politique, économique, financier et monétaire, tentant d'instituer une "monnaie commune" (toutefois appuyée sur l'or !) pour imposer une logique de multipolarité sur le plan des équilibres mondiaux.

Pour autant, les "BRICS+" ne rejettent ni la configuration de l'économie de marché ni la logique dominatrice du système capitaliste et nombre d'entre eux ne sont pas des parangons de vertu sur les plans de la démocratie et des libertés, individuelles et collectives.

Le Moyen-Orient est de nouveau un théâtre d'affrontement où les puissances régionales Israël, Turquie, Iran, Qatar et Arabie Saoudite sont en compétition entre elles sur le dos de leurs peuples opprimés, les Kurdes et les Palestiniens.

La guerre coloniale menée par le gouvernement Israélien à Gaza et en Palestine occupée est symptomatique de l'effondrement du droit international. Cette guerre a ouvertement pour objectif la répétition de la Nakba de 1948 : le massacre des civils, l'écrasement des infrastructures et l'organisation de la famine ne sont pas un dommage collatéral aussi énorme soit-il, mais le véritable but. Aujourd'hui, le gouvernement israélien peut s'affranchir des hypocrisies diplomatiques et rejeter ouvertement la création d'un État palestinien basé sur un processus de paix. Il peut s'attaquer physiquement, moralement et financièrement à une agence des Nations-Unies. La responsabilité n'est pas seulement la sienne : l'alignement inconditionnel des États-Unis et d'autres pays occidentaux, dont la France, sur le gouvernement israélien le plus extrémiste de l'histoire, est total. La décision de la CIJ qui reconnaît un risque réel de génocide constitue un point d'appui politique et juridique important pour le combat international contre cette guerre.

Au Sahel, les relations géopolitiques se réorganisent aussi, avec la création de l'Alliance des États du Sahel, suite au rejet de la présence militaire de la France, de sa domination économique via la Françafrique et du Franc CFA. L'impérialisme français qui traite en valets les pays d'Afrique francophone est affaibli. Le départ des troupes françaises du Mali, du Burkina Faso et du Niger en est la conséquence.

Dans des situations internationales complexes, le Parti de Gauche réaffirme clairement ses principes et sa boussole politique, notamment l'impérieuse nécessité des luttes aux côtés des peuples opprimés, notre opposition aux agressions militaires et aux marchands d'armes, notre combat pour la Paix et le non-alignement, pour la sortie de l'OTAN et le désarmement, pour le respect du droit international et des résolutions de l'ONU.

d. Démocratie sous surveillance et normalisation sociale

En 2018 et 2019, l'insurrection citoyenne des Gilets jaunes a été, après la répression du mouvement social de 2016 contre la loi « El Khomri », un moment-clé dans la mise en place des nouvelles modalités de militarisation de la répression contre celles et ceux qui contestent les politiques néolibérales portées par Macron. La loi de la grenade et du LBD est la seule réponse que les néolibéraux apportent aux contestations sociales. La répression, féroce et violente, des mobilisations du printemps 2023, contre la réforme des retraites ou bien contre le mouvement contre les mégabassines à Sainte-Soline, prolonge ce tournant autoritaire du néolibéralisme. Quant à la révolte dans les quartiers populaires après l'assassinat par un policier de Nahel, avec son cortège de morts et de blessés graves, avec le déploiement sans précédent

de forces de police et de gendarmerie (40 000 policier·es et gendarmes déployé·es, nouveaux blindés dans les rues, utilisation d'armes de toutes natures avec le déploiement d'unités anti-terroristes comme le RAID), elle montre qu'une fois de plus, ces mêmes quartiers populaires sont un laboratoire des nouvelles modalités de répression des mouvements sociaux.

La criminalisation des individus considérés comme des opposants politiques – militant·es des droits humains, militant·es politiques ou syndicaux·ales et même des élu·es – devient la règle commune d'un ordre injuste. Certaines organisations comme la LDH³, ATTAC⁴, la CGT⁵ ou le NPA⁶ voient leur existence menacée par le Gouvernement.

La tentative, qui a échoué, de dissoudre l'archipel militant des « Soulèvements de la Terre », symbole et fer de lance des mobilisations écologistes qui permet de conjuguer des modalités diverses de mobilisation et de résistance aux grands projets inutiles, est lourde de menaces. Le procès de Niort contre les « organisateurs » de la manifestation du 25 mars montre que la répression judiciaire prolonge la répression physique sur le terrain.

Nul ne peut aujourd'hui contester la politique anti-sociale et climaticide des néolibéraux sans risquer d'être soit blessé, voire tué, soit poursuivi et emprisonné. Le continuum fichage et contrôles de masse/répression policière et militaire/poursuites judiciaires est aujourd'hui en place. Et tout indique que celui-ci ne fera que se renforcer si nous n'y mettons pas un coup d'arrêt.

Les drones surveillent les cortèges militants et les caméras de vidéosurveillance quadrillent notre espace urbain. La longue période du Covid a été le cadre d'une entreprise de normalisation sociale et numérique conduisant *le Monde Diplomatique* à titrer « Bienvenue en Chine occidentale » au sujet de la France.

La reconnaissance faciale testée dans certains pays comme la Russie et la Chine (etc.) sera généralisée en France pour les JO 2024.

La législation s'est durcie contre les libertés démocratiques, préparant le terrain culturel et idéologique à un régime encore plus dur, voire autoritaire, sur les questions sociale, démocratique, et des libertés publiques et individuelles.

Dans cette perspective, la loi « France Travail » mené par Dussopt instaure un contrôle total et absolu des plus précaires. En intégrant de force les

3 Ligue des Droits de l'Homme

4 Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

5 Confédération Générale du Travail

6 Nouveau Parti Anticapitaliste

allocataires du RSA⁷, aujourd'hui gérés par les départements, à la liste des demandeur·euses d'emploi mais aussi leur conjoint·e, et en mettant en place le croisement des fichiers de tous les organismes sociaux (CAF⁸, CNAM⁹, CNAV¹⁰), l'État s'apprête à mettre en œuvre le contrôle total des précaires, l'objectif n'étant évidemment pas de leur faciliter l'existence, jusqu'à mettre de force en invalidité les allocataires trop fréquemment en arrêt maladie¹¹.

Le management financiarisé compresse les coûts salariaux dans l'intérêt exclusif des actionnaires.

Dans les entreprises privées et publiques, cela conduit à une externalisation permanente des missions, des tâches et sous-tâches. La perte de sens au travail est importante chez les travailleur·euses dans la chaîne de sous-traitance.

Les effets de dégradations de ces modes d'organisation sur le travail sont gigantesques, aussi bien dans l'industrie, la santé, le service à la personne que dans l'éducation. À l'exploitation capitaliste classique sur l'extraction de la plus-value, se rajoute une crise grave de sens du travail.

e. L'extrême droite candidate pour sauver le Capital

Face à cette réorganisation brutale du monde, beaucoup sont victimes de déclassement, de la crainte de la précarité et ont le sentiment d'être relégué·es ou abandonné·es par la République.

Le fascisme est une expression radicale de l'oligarchie et de la droite pour sauver le capitalisme en crise, menacé par les mouvements sociaux. Pour cela, l'extrême-droite surfe sur la frustration et le mécontentement populaire tout en étant, comme le Rassemblement National et Reconquête, des partis soutenus et financés par des millionnaires, par ailleurs propriétaires de médias de toutes natures (chaînes de télévision comme CNews, presse écrite comme le Point et le JDD).

L'oligarchie considère que la démocratie et les systèmes sociaux sont trop lourds et trop coûteux, cela résonne aussi aux oreilles de la petite bourgeoisie qui estime porter le fardeau de la contribution sociale.

La démocratie devient un obstacle lourd et coûteux pour ceux qui se sentent « du côté du manche ».

7 Revenu de Solidarité Active

8 Caisse d'Allocations Familiales

9 Caisse Nationale d'Assurance Maladie

10 Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse

11 Source CGT Pole Emploi

Le vent ultra-réactionnaire qui souffle sur le monde en est la preuve. En Italie, de la Finlande à l'Inde en passant par l'Argentine, la Turquie et Israël, ce sont les idées ultra-conservatrices qui sont à l'œuvre avec la promotion des solutions inégalitaires et ethnocistes.

L'extrême droite, sous différents avatars, offre ses services de « chien de garde » et place ses pions dans de nombreux pays.

La période qui s'ouvre est explosive sur tous les plans.

Ainsi, l'extrême-droite représente aujourd'hui une option choisie par une fraction significative de la bourgeoisie afin d'assurer sa domination dans la lutte de classes, dans le mouvement citoyen et s'attaquer aux libertés individuelles et collectives. Avec la complicité des médias, l'extrême droite tente d'imposer un contre-modèle culturel.

L'extrême droite avance car l'oligarchie et ses valets médiatiques ont clairement choisi de la dédramatiser et de diaboliser le camp de l'insoumission, créant même un « cordon sanitaire » contre les Insoumis·es, comme en témoigne l'odieuse campagne contre nous et notre camp à propos de la guerre en Israël et en Palestine.

2. Des points d'appui ou le champ des possibles

a. 2022 : une avancée politique majeure en France

La candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle a cristallisé le refus de « ceux d'en bas de vivre comme avant », en rendant crédible la perspective d'une issue politique décisive. Une campagne présidentielle portant la promesse de renverser la table, prolongée aux législatives par le slogan « Mélenchon 1^{er} Ministre », a créé en France une situation sans équivalent dans les pays capitalistes avancés : l'installation dans le paysage politique institutionnel d'une gauche de rupture. La tripartition résultante, avec l'effondrement des partis historiquement structurants (LR, PS, mais aussi EELV) a signé l'autre volet d'une situation où il devient difficile à « ceux d'en haut de pouvoir gouverner comme avant ».

Avec l'effacement de l'Union Populaire et l'éclatement de la NUPES, le groupe parlementaire insoumis est aujourd'hui le point d'appui majeur pour faire progresser le niveau de conscience, en articulant l'institutionnel et les mouvements populaires. LFI a ainsi été seule dans le paysage politique français à prendre une position correcte sur chaque question critique : la tactique à l'Assemblée nationale sur la loi retraite, décisive pour permettre au mouvement de se développer ; le soutien sans ambiguïté aux victimes de la répression policière raciste et l'analyse correcte des « émeutes » comme révoltes populaires ; la présence à Sainte Soline ; enfin, mais essentiel, le

refus du consensus asymétrique et déshumanisant sur les événements du 7 octobre 2023 et la dénonciation du génocide palestinien.

b. Accélération de la prise de conscience écologique

Comme nous l'écrivions en préambule dans la dernière édition du Manifeste pour l'écosocialisme: « *Aujourd'hui la crise n'est plus sociale, démocratique ou environnementale : elle est devenue systémique et structurelle de l'ère thermo-industrielle, qualifiée aujourd'hui de Capitalocène.* »

Le développement du numérique, de la prétendue dématérialisation, des batteries électriques, entraîne une nouvelle logique d'extraction de métaux lourds et de terres rares, causant de nouvelles pollutions et l'exploitation des êtres humains et de la nature. Ces activités engendrent une surconsommation d'électricité qui renforce le caractère thermo-industriel du Capitalocène.

Le Parti de Gauche participe aux luttes et aux résistances contre la destruction et la privatisation du vivant (contre les OGM¹² et l'agrochimie), contre l'accaparement des terres et des biens communs tels que l'eau, contre la mise en œuvre des grands projets inutiles et écocides (comme les méga-bassines et l'autoroute A69 Castres-Toulouse).

Malgré l'arsenal idéologique, policier et juridique des régimes autoritaires, la montée en puissance des prises de conscience et mobilisations écologistes est réelle.

Des pôles de résistance s'organisent ; les réseaux d'action et de solidarité se déploient. L'aspiration à une démocratie directe et de proximité trouve dans ces luttes une traduction particulièrement parlante d'une nouvelle radicalité, que ce soit dans les revendications portées ou bien dans la diversité des modalités et des formes d'action.

Une guerre de la sécheresse et du feu existe déjà, via l'assèchement des nappes phréatiques et des incendies, sans commune mesure avec ce que nous avons connu jusque-là.

L'incurie gouvernementale, la réduction des moyens de sécurité civile placent directement l'urgence écologique aux côtés de l'urgence sociale avec des politiques de services publics.

Le dérèglement climatique menace de détruire le seul écosystème qui permette la vie humaine sur la planète. À ce titre, les luttes écologiques sont des luttes d'intérêt général.

12 Organismes Génétiquement Modifiés

c. Les femmes au premier plan des révolutions citoyennes

Les femmes ont toujours été le fer de lance des révoltes et des révolutions. Récemment d'importantes prémises de révolution citoyenne ont ébranlé l'ordre établi dans un certain nombre de pays comme le Liban, le Soudan. En Inde, pays le plus peuplé au monde, les femmes et les jeunes filles ont été aux avant-postes de la lutte contre la dérégulation des prix agricoles et du maintien de la scolarité obligatoire dans les campagnes, dans le cadre de la plus grande grève générale qu'a connue l'humanité.

Au Moyen-Orient, une révolution citoyenne est en cours en Iran après l'assassinat de Masha Amini par la police des mœurs du régime arriéré des mollahs. Le mot d'ordre kurde « Femme, Vie, Liberté » résonne jusqu'aux confins de l'Afghanistan, au Balouchistan. Les femmes éclairent le monde avec les revendications universelles de liberté et d'égalité, portant ainsi l'universalité de l'émancipation des femmes pour l'émancipation humaine tout entière.

Les Kurdes sont conjointement l'objet des attaques du régime des mollahs et d'Erdogan qui bombardent régulièrement la révolution féministe et démocratique du Rojava. Le programme du Confédéralisme démocratique porté par le Mouvement de Libération nationale kurde, autour du PKK¹³, a maintenant un rayonnement au-delà de la question kurde.

En 2017, le mouvement #MeToo a permis le début de la libération de la parole des femmes sur les violences sexistes et sexuelles qu'elles subissent. Ce mouvement a déclenché de grandes mobilisations partout dans le monde, manifestant la détermination et la solidarité de femmes qui ne se tairont plus. Les Chiliennes Las Tesis ont vu leur chorégraphie « Tu eres el violador » parcourir le monde. Ces mobilisations ont fait émerger dans le débat public international la question du viol et du consentement, une avancée majeure pour l'émancipation des femmes. Le violet est devenu le symbole de ces luttes. Ainsi, en Espagne, le ministère de l'Égalité avec anciennement à sa tête Irene Montero pour Podemos a fait adopter une loi sur le consentement qui renverse la charge de la preuve.

En France, le nombre de plaintes pour violences conjugales augmente de 15 %, cela signifie que le travail engagé par les réseaux féministes a fonctionné via une plus grande dénonciation des violences qu'elles subissent. Face à ce mouvement d'émancipation, un backlash (retour de bâton) masculiniste s'installe, mais les organes de luttes contre les violences sexistes et sexuelles de ces organisations continuent à se coordonner dans l'idée d'être

¹³ Parti des Travailleurs du Kurdistan, fondé en 1978 par Abdullah Öcalan. Zones concernées : Turquie, Iran, Irak et Syrie.

plus forts ensembles et de trouver les pratiques les plus appropriées pour gérer ces problématiques.

d. Des luttes sociales, porteuses de contestation générale : Fin du mois – Fin du Monde – même combat !

La période récente a vu une explosion inédite de luttes sociales dans les pays développés, principalement pour les salaires. En 2023, aux États-Unis, la grève des ouvrier·es de l'industrie automobile a obtenu une augmentation de 25 % et résonne avec celle des employé·es et contractuel·les des majors du cinéma ; en Allemagne, les mobilisations des salarié·es de l'industrie et du secteur public ont été victorieuses ; le Royaume-Uni a connu en 2022 le plus grand nombre de jours de grève depuis Thatcher, avec de nombreuses victoires ; en Belgique, la grève a contesté la dénaturation de l'échelle mobile des salaires.

Dans chacune de ces luttes emblématiques et dans des centaines d'autres luttes locales moins médiatisées, la contestation du pouvoir des riches et de leurs richesses accumulées est posée.

Les capitalistes et rentiers peuvent se réjouir, l'ISF¹⁴ n'est toujours pas restauré, les dividendes des actionnaires explosent, l'aggravation de l'inégale répartition des richesses entre travail et capital est de plus en plus criante.

En France, ce sont 180 milliards par an, sans contrôle ni contrepartie, qui sont accaparés par le capital sous forme d'exonérations, crédit impôt-recherche, subventions diverses sans compter l'évasion fiscale (entre 50 et 80 milliards), soit 10 % du PIB¹⁵ annuel.

En France, la contre-réforme des retraites a été imposée par un gouvernement minoritaire à l'Assemblée nationale et dans le pays, malgré une mobilisation massive et longue de tous les secteurs sociaux, y compris la jeunesse, une unité syndicale sans précédent depuis près de 30 ans, une relative mise en veilleuse des divisions partisans à gauche, et le combat tactique exemplaire de LFI. L'engagement militant a permis d'atteindre un haut niveau d'information dans la population. Plus de 90 % des travailleurs et travailleuses s'opposaient à cette réforme !

La Sécurité Sociale et les questions de travail, par la place qu'elles prennent dans la vie, demeurent des questions prioritaires pour l'ensemble des citoyen·nes. La place de l'écologie, principalement portée par la jeunesse,

14 Impôt de Solidarité sur la Fortune.

15 Produit Intérieur Brut.

trouve aussi un écho important dans les revendications populaires qui associent systématiquement social et écologie.

La colère grandit sur les salaires, les moyens de subsistance et les conditions de travail mais son expression est limitée dans les entreprises et les services publics où les travailleur·euses, en permanence attaqué·es, s'éloignent de l'organisation collective et des luttes vers de nouvelles conquêtes sociales. Plus d'une personne sur trois (DARES 2020) a un motif d'insatisfaction dans son travail, soit pour des raisons de rémunération, de conditions ou de temps de travail.

Mais l'échec est réel. On peut constater que la plupart des directions syndicales n'ont pas pesé de tout le poids de leurs organisations, et ont laissé isolés les secteurs en pointe (gaziers, éboueurs). Or, plus était possible pour élargir mouvement. Mais cela ne suffit pas à expliquer pourquoi le mouvement social n'a pas atteint un stade supérieur, avec un mouvement de grève générale, à même de bloquer l'économie du pays. Outre le rapport de forces entre les classes très dégradé depuis quarante ans, la violence de la répression policière, sans exemple en Europe occidentale, la criminalisation systématique des manifestant·es, l'exploitation éhontée des dispositifs autoritaires de la V^e République donnent la clé : en France, l'extrême fragilité de la situation politique donne immédiatement une portée explicitement politique à toute action sociale.

La lutte pour les salaires, la protection sociale, les services publics est à la fois une lutte pour la survie et le combat pour une société basée sur la dignité et l'égalité.

Pendant ce temps, le budget du ministère de l'Éducation et de la Jeunesse est de seulement 60 milliards d'euros et il manque 100 000 postes statutaires au service de l'éducation de nos enfants.

La destruction des services publics se poursuit. Le bref passage d'Amélie Oudéa-Castéra au ministère de l'Éducation nationale aura mis en lumière crûment le mépris du gouvernement pour les personnels et les parents d'élèves, suscitant un regain de mobilisation contre les menaces pesant sur le lycée professionnel, les effets délétères de la réforme du lycée général et technologique, et le prétendu « choc des savoirs » qui ne ferait qu'accroître les inégalités au collège. La préférence pour l'enseignement privé doit cesser : les fonds publics doivent aller exclusivement à l'École publique !

La séparation des pouvoirs, fondement de la démocratie, n'est plus garantie. Ce constat est renforcé par la mise en place d'une politique répressive contre le mouvement social et d'une criminalisation des manifestant·es, utilisant le terme de terroriste pour décrédibiliser, voire dissoudre tout mouvement de contestation.

En France, le patronat et les employeurs des trois fonctions publiques mènent une offensive sans précédent contre leurs devoirs à l'égard des salarié·es : contrats précaires les plus divers, CDD répétés, plateformes, usage démesuré des stagiaires, sous-traitance en cascade, déconnexion entre salaire et qualification... Celle-ci est renforcée par le matraquage gouvernemental en faveur d'un entrepreneuriat illusoire. Les conditions de travail sont devenues infernales et anxiogènes avec des effets dramatiques sur la santé et une augmentation croissante de l'accidentologie au travail.

Action

- Protéger les travailleuses et les travailleurs, celles et ceux qui recherchent un emploi.
- Soutenir les organisations syndicales dans la lutte pour les salaires, les statuts, les garanties, pour le contrôle dans l'entreprise à tous les niveaux (ouverture des livres de compte, transparence financière, conditions sociales et écologiques, finalité des productions).

e. Une exigence démocratique universelle

Très clairement, les institutions de la cinquième République sont apparues comme antidémocratiques et l'utilisation brutale et systématique de leurs dispositions les plus autoritaires comme le 49-3 consacrent le divorce de Macron avec le peuple.

Les dégâts sont énormes car pour une part significative de la population cela consacre la rupture avec la chose politique dans son ensemble. Cette rupture fait écho au déni démocratique qui a suivi le vote de rejet du TCE en 2005 et qui marque encore profondément « l'imaginaire politique » de nombre de citoyen·nes.

La remise en cause de la cinquième République nécessite un discours concret et explicite. Il y a nécessité d'une Assemblée constituante pour une nouvelle Constitution afin que le peuple se saisisse de son destin et se construise en peuple politique.

La Constituante pour une sixième République implique de partir des grandes questions pour définir les nouvelles règles et contenus indispensables pour une sixième République sociale et écologique.

De nouvelles pratiques, de nouvelles idées vont surgir au sein du peuple, lui redonnant confiance dans l'action collective pour transformer la société et construire ensemble une alternative à la confiscation du pouvoir.

Des expériences sont déjà menées localement notamment dans le tissu associatif et les collectifs citoyens. Nous devons les soutenir et en faire un appui important afin de les développer à de plus grandes échelles et œuvrer à en rendre d'autres possibles.

Cette exigence démocratique est portée universellement dans de larges secteurs de luttes au plan international. C'est précisément l'enjeu de la lutte entre notre programme et celui des fascistes, nous sommes la seule alternative politique au capitalisme contrairement aux fascistes qui en sont la sauvegarde.

3. Le Parti de Gauche, son rôle et ses objectifs

La société que nous voulons construire affirme le droit de toutes et de tous à vivre heureux, dignement, et en paix. Ceci implique que le partage des richesses garantisse les droits humains fondamentaux (personnels et sociaux), que les écosystèmes, les réseaux (eau, communications, transports, etc.), la production d'énergie et ses réseaux de distribution, soient reconnus comme biens communs, que les principes de solidarité l'emportent sur les logiques de compétition et d'exclusion, que l'émancipation individuelle soit garantie par l'égalité des droits et la laïcité, que les citoyen·nes, enfin, aient la maîtrise effective des choix collectifs.

Quatre clivages fondamentaux et indissociables guident notre réflexion stratégique et notre action : le clivage de la lutte de classes, le clivage peuple/oligarchie, le clivage historique des combats de la gauche pour l'émancipation et l'égalité contre les idéologies réactionnaires obscurantistes et fascisantes, et le clivage entre productivisme et écologie politique.

a. Le rôle du Parti de Gauche, dans le mouvement insoumis et au sein de la gauche

L'écosocialisme est un projet politique socialiste radicalement anticapitaliste. Il vise à résoudre la contradiction actuelle du capitalisme : une accumulation de richesses infinie malgré la finitude de la matière disponible. Le capital veut sans cesse réduire les coûts de production puisque la matière devient plus rare, plus difficile à extraire et donc plus chère.

La bourgeoisie, propriétaire des moyens de production, attaque la rémunération des travailleurs et des travailleuses, ainsi que leurs conditions de travail afin de continuer à capter la plus-value, pour l'essentiel sous forme de dividendes.

Les luttes écologistes et sociales sont cependant indissociables puisque la prédation du capital s'exerce autant sur les sociétés que sur les ressources.

L'écosocialisme répond à cette contradiction en prenant en compte ces rapports de production sur plusieurs plans.

Le peuple est toujours le grand absent de la scène politique et l'oligarchie met en place toute une série de politiques et de faux-semblants pour l'invisibiliser politiquement.

Si tout est fait pour détourner le peuple des véritables enjeux sociaux, écologiques et démocratiques, nous disposons d'axes politiques de résistance, uniques en Europe.

Cette force a construit une alternative viable au social-libéralisme, avec Jean-Luc Mélenchon comme figure centrale.

Le Parti de Gauche en a été à l'initiative dans ses différentes versions : le Front de gauche en 2009 et la France insoumise en 2016. Le Parti de Gauche est donc le premier parti constitutif et intégré au mouvement que nous avons créé et impulsé.

Cela nous donne des responsabilités et un niveau d'exigence.

Le Parti de Gauche est un parti organisé qui met son expérience militante au service de la construction des luttes et de leur généralisation.

Nous conjugons notre stratégie sur le temps court et le temps long, en inscrivant celle-ci dans la bataille culturelle contre l'idéologie dominante et avec les outils de l'éducation populaire. Nous pensons que l'unité de la gauche est un élément extrêmement précieux.

La Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale a constitué jusqu'à aujourd'hui la seule alliance programmatique dont nous pouvons disposer. D'autant que la France insoumise en a été la force principale, c'est elle qui a porté Jean-Luc Mélenchon à 22 % des voix lors de l'élection présidentielle de 2022 et c'est autour du programme l'Avenir en Commun qu'ont été construites les propositions politiques pour gouverner.

Les difficultés rencontrées par la NUPES depuis les sénatoriales de 2023 et la perspective des Européennes de 2024 ne doivent pas nous détourner d'un travail unitaire de fond.

LFI est ciblée par l'oligarchie car elle incarne une ligne de rupture sur les questions névralgiques (quartiers populaires, redistribution sociale, violence policière, paix et non-alignement, sixième République).

Les appareils politiques de la gauche traditionnelle trop intégrés dans le système de domination sont un problème pour adopter une politique unitaire et une dynamique de rupture.

L'unité de la gauche est une aspiration populaire et une nécessité politique. Le Parti de Gauche veut y prendre toute sa place.

Au-delà des élections et dans la réalité quotidienne, nous devons construire un mouvement populaire de masse, attractif, transparent et ouvert, pour unifier les luttes sociales, féministes, LGBTQI+, antiracistes, écologiques, de

désobéissance civile, pour gagner une hégémonie culturelle dans le pays et faire la révolution citoyenne, avec la Constituante et la sixième République.

Nous ne pouvons pas sérieusement relever les défis et les combats face à la brutalité du Macronisme, du capitalisme et au danger de l'extrême droite sans un mouvement large, organisé et structuré.

Par son expérience accumulée, son programme féministe, écosocialiste et internationaliste, son réseau militant, ses élu-e-s, le Parti de Gauche est un parti autonome au service de la révolution citoyenne et du combat pour une sixième République écosocialiste. Il est un cadre utile et structurant pour la construction de l'Union Populaire.

Action

- Le Parti de Gauche milite pour une Union Populaire, donc participe aux espaces dédiés à cet effet.
- Le Parti de Gauche participe à toutes les inter-orgas initiant des batailles unitaires afin de redonner confiance en l'action collective.

b. Implanter le Parti de Gauche sur l'ensemble du territoire

Les dernières élections générales ont vu un recul de la France Insoumise dans un certain nombre de départements ruraux traditionnellement de gauche : 5000 voix sont perdues dans les Landes et 8000 en Dordogne entre 2017 et 2022. Pour autant, le concept de « *France périphérique* » n'est pas satisfaisant. Il passe sous silence la diversité réelle de ces « *périphéries* » - espaces ruraux, montagnes, campagnes prisées du tourisme saisonnier - et tend à dresser les uns contre les autres des espaces frappés par les difficultés économiques et sociales : il y aurait d'un côté les quartiers populaires et de l'autre la France périphérique, moins sensible aux questions de discrimination. Cela ne résiste pas à l'analyse. Les dynamiques spéculatives et institutionnelles entraînent l'éloignement, la précarisation sur le logement et les conditions de travail, l'affaiblissement du petit commerce et la concentration de la distribution dans des hypermarchés et des zones commerciales accélérant l'artificialisation des terres.

Le sentiment de relégation est très fort ; la fracture numérique, la dématérialisation des contacts humains, des démarches administratives et des services publics sans agents en sont l'illustration.

Parti de la République écosocialiste, le Parti de Gauche doit investir et s'engager dans les territoires délaissés par la mondialisation : banlieues pavillonnaires, quartiers populaires, espaces ruraux. Il doit considérer l'entre-deux démographique du territoire que sont les communes moyennement densément peuplées qui concernent 22 millions d'habitant·es, sorte de « *trou dans la raquette* » de la vision politique et des grands projets d'aménagement.

Les ruraux·ales n'habitent pas qu'à la campagne : elles et ils sont le peuple des espaces placés sous une lointaine dépendance urbaine. Elles et ils sont fortement dépendant·es de la voiture, confronté·es à une absence de services publics, et subissent des marchés du travail atones avec des offres d'emplois peu qualifiés.

Le Parti de Gauche doit prendre en compte que l'essentiel de l'industrie et ce qui y concourt comme les plateformes logistiques se situent maintenant en péri-urbain voire en ruralité dans des territoires désertés par les services publics. Les ruraux·ales ont souvent l'impression que tout se passe ailleurs. En l'absence d'autres processus de distinction sociale par l'université ou la culture institutionnelle, le travail et la propriété individuelle sont devenus les marqueurs d'une dignité de classe. Les centres-bourgs, autrefois cœurs de la sociabilité, meurent lentement.

La défense et la promotion des services publics dans une logique d'égalité concrète et d'aménagement du territoire est un impératif. La bataille pour le service public d'éducation, la présence d'écoles publiques partout (alors que dans de nombreux départements c'est l'école privée qui est privilégiée), la présence de médecins, de services médicaux et hospitaliers de proximité sont des nécessités vitales pour la population.

Pour ce faire, il faut que l'ensemble de la puissance publique au niveau territorial dispose des moyens nécessaires pour faire revenir tous les services publics au plus près de nos concitoyen·nes.

Depuis 12 ans, date de la mise en œuvre de la Loi NOTRe, les collectivités locales ont été victimes d'un véritable hold-up de 250 milliards d'euros de financement captés par l'État à leur dépend (baisse des Dotations Globales de Fonctionnement, non compensation des transferts de charges au département et de la suppression de taxes et impôts locaux).

Une campagne nationale pour récupérer l'argent volé aux collectivités est là aussi une nécessité.

Problèmes et conséquences de la métropolisation

Traduction urbaine de la mondialisation, la métropolisation est le phénomène de concentration des femmes et des hommes, des activités et des richesses dans quelques très grandes agglomérations.

La loi du 16 janvier 2015 relative à la réforme des régions ainsi que les lois MAPTAM et NOTRe ont renforcé les inégalités socio-spatiales, effacé les identités collectives, aggravant ainsi la fracture territoriale.

La métropolisation est caractéristique de la renonciation de l'État à redistribuer les richesses. Elle a entraîné le développement de la

gentrification, c'est-à-dire l'embourgeoisement accéléré des centres, et la relégation des populations les plus précaires vers les périphéries. Elle produit en outre des monstres institutionnels antidémocratiques et opaques. Elle a progressivement effacé le maillage territorial issu de la Révolution française - commune, département, État -, au profit d'un nouveau triptyque : Métropole, grandes Régions (à la façon des Länder Allemands), Europe.

Les présidentes et présidents de Région se battent pour lever régionalement l'impôt et régionaliser les services publics (y compris la compétence Sécurité).

Le principe d'égalité républicaine est remis en cause au profit d'une Europe fédérale qui veut priver les peuples de leur souveraineté.

En consacrant le principe de différenciation territoriale, Emmanuel Macron remet en cause l'esprit de la décentralisation et crée une rupture des principes d'égalité, et de communauté légale une et indivisible.

La compétition entre les collectivités territoriales, exacerbée par la différenciation territoriale expose les citoyens à des disparités du traitement selon leur lieu de résidence, en particulier en ce qui concerne les enjeux de formation professionnelle et de protection sociale.

Il faut repenser les territoires dans le long terme en donnant une nouvelle place aux périphéries, rompre avec les politiques d'aménagement de ces trente dernières années et balayer les idéologies sécessionnistes et productivistes qui les sous-tendent.

La commune doit être repensée comme la structure de base de la démocratie locale et des services publics de proximité. Aussi, il est impératif de revoir l'obligation pour les communes de rejoindre des intercommunalités et des transferts de compétences forcés qui éloignent les citoyens des processus décisionnels et accentuent le sentiment d'éloignement des institutions.

Pour assurer l'égalité entre les citoyens et entre les collectivités, nous nous opposons catégoriquement au principe de « différenciation territoriale ». Au contraire, nous prônons l'égalité comme pierre angulaire des constructions territoriales. De même, nous réaffirmons les principes de libre association et de libre administration des collectivités territoriales (notamment avec les moyens budgétaires nécessaires à la conduite des politiques publiques d'intérêt général).

La démétropolisation doit s'articuler autour de deux types de mesures : le réinvestissement des friches industrielles et commerciales au profit d'activités, de services et d'équipements éco-responsables (crèches, écoles, logements, tiers lieux, ateliers mutualisés, etc.) et l'utilisation, l'extension, et le renforcement de tous les moyens législatifs à la disposition de l'État.

Il faut en particulier prendre en compte les ressources locales : il faut cesser d'opposer le pavillonnaire et le collectif et concevoir au contraire le périurbain comme une interface entre le rural et l'urbain, en traçant par exemple des perspectives d'agriurbanisme, se nourrir des pratiques collectives et des solidarités propres à ces espaces, réinvestir les centres bourgs qui offrent d'importantes perspectives d'aménagement durable. Enfin, des député·es de notre parti sont présent·es dans les espaces ruraux ou désindustrialisés. Il en est de même pour nos élu·es locaux·les qui montrent chaque jour comment la formation politique acquise au PG est une force !

Action

La tâche du Parti de Gauche : s'ancrer dans l'ensemble du pays

Le Parti de Gauche, grâce à sa structure, ses solidarités territoriales et nationales, ses formations, va investir les élections locales. La mise en place d'un maillage serré d'élu·es sur le territoire permettra d'être mieux en prise avec les préoccupations des élu·es municipaux·ales.

Le Parti de Gauche prend les dispositions nécessaires pour être un parti utile et actif pour les élections municipales dans un cadre unitaire, avec LFI et d'autres partenaires, sur nos marqueurs écosocialistes. Il mettra en œuvre des journées de formation pour les futurs candidats aux municipales et départementales.

Ancrées dans la société française, nos actions sont aussi rythmées par le calendrier institutionnel. Après la séquence européenne qui arrive, nous devons consacrer les deux années qui viennent aux élections municipales et, plus particulièrement dans les municipalités en périphérie des grandes villes et métropoles. Nous devons choisir les communes dans lesquelles le Parti de Gauche pourra conduire des listes et participer à des dynamiques unitaires.

Notre parti devra se déployer autour de ces communes afin de maximiser nos chances de gagner. Nous avons une expérience du Front de Gauche et donc, de relations unitaires qui doit nous servir à réunir localement des formations partenaires. Cette expérience sera utile pour agréger et rassembler celles et ceux qui ne sont pas engagé·es dans des organisations politiques grâce au travail que nous avons fourni pour construire la LFI.

Grâce à notre travail militant, depuis 15 ans nous avons développé des relations avec divers collectifs et secteurs de luttes, nous sommes bien outillés et identifiés pour construire des listes clairement identifiées à gauche. Nous combattons la métropolisation et la logique des intercommunalités forcées mais nous agissons dans tous les conseils d'élus (y compris métropolitains) pour faire prévaloir le respect du mandat des

électeurs et de la démocratie communale. Nous obtiendrons aussi des grands électeurs et des mandats pour les sénatoriales et pour parrainer la candidature que nous soutiendrons lors de la présidentielle.

c. Campagne européenne et programme d'action

Nous avons besoin d'une Europe qui se mette au service de la paix, de la sûreté, de la coopération et de la bifurcation écologique.

Après quatre années de suspension en raison des crises sanitaire et énergétique, les règles budgétaires européennes font leur grand retour avec un mot d'ordre clair : assurer le désendettement des États via la réduction des dépenses publiques, quoi qu'il en coûte pour les citoyen·nes et la planète.

Puisque la réforme du pacte budgétaire européen réaffirme l'objectif à la fois aberrant et intenable d'enfermer les pays membres dans une camisole d'austérité permanente, nous proposerons « aux pays de l'UE, des conditions de progrès social et écologique qui puissent bénéficier collectivement aux peuples d'Europe ». À l'heure où les nouvelles règles prévoient un état d'urgence budgétaire permanent qui permettra de justifier toutes les régressions sociales sans qu'aucune d'entre elles ne soit jamais suffisante pour résorber la dette, le Parti de Gauche réaffirme son engagement à porter et à mettre en œuvre la stratégie du Plan A (renégociation des traités européens) et du Plan B (désobéissance pour rompre avec les traités européens) telle qu'elle a été présentée dans notre revue l'Intérêt général.

Bien entendu, ce travail s'inscrit nécessairement dans la perspective que l'un·e des nôtres soit élu·e à la tête du pays. Nos député·es européen·nes et particulièrement du Parti de Gauche mettront alors en œuvre les conditions des Plans A et B.

L'Union Européenne ne peut pas continuer dans sa forme actuelle.

Nous proposons un programme d'action en rupture avec les dogmes de l'Europe néolibérale :

- Pour une sortie immédiate du marché de l'énergie.
- Pour l'échelle mobile des salaires.
- Pour une réactualisation de la PAC afin de donner les moyens à l'agriculture paysanne face aux lobbies agricoles et alimentaires.
- Pour la remise en cause des dispositifs Dublin, Frontex et d'externalisation des frontières.
- Pour une politique de soutien aux services publics et à l'économie sociale et solidaire.
- Pour une politique de bifurcation écologique avec notamment et d'urgence le soutien au fret ferroviaire pour le transport des marchandises, à l'opposé du tout-camion.

- Pour une coopération renforcée avec les pays du Sud, par la dénonciation des traités de libre-échange qui les appauvrissent et jettent des centaines de milliers de gens sur les routes de l'exil.

Nous devons faire l'état des lieux des forces politiques européennes parties prenantes d'une telle démarche.

Le Parti de Gauche met toutes ses forces dans la campagne de la liste de l'Union Populaire conduite par Manon Aubry

d. Égalité jusqu'au bout !

Pour conserver et étendre sa domination, le capitalisme a besoin de créer et entretenir des fractures au sein du peuple. Pour cela, les discriminations sont des outils puissants : sexisme, racisme, LGBTQIphobies¹⁶, validisme divisent et oppriment.

Harcèlement scolaire, difficultés d'accès à l'emploi ou au logement, différences de rémunération et d'avancement de carrière, agressions verbales ou physiques, violences sexuelles... Les effets des discriminations ont des conséquences concrètes sur les vies. Lorsqu'elles touchent à la sphère du travail, les discriminations augmentent directement le taux de profit des employeurs (par captation de la survalueur¹⁷). L'égalité n'est donc pas une question "sociétale" mais une question sociale, qui touche directement aux conditions matérielles d'existence.

Militant·es de la République sociale, nous luttons dans l'ensemble des sphères de la société pour l'égalité en droits et en faits sans attendre.

Pour construire l'écosocialisme, le Parti doit être un parti de luttes intersectionnelles. Il doit continuer à se rapprocher de toutes les luttes égalitaires : soutenir chaque piquet de grève, chaque lutte dans le monde du travail, chaque lutte contre les oppressions (femmes, racisé·es, LGBTQI+, personne en situation d'handicap, etc.). Il doit conforter les liens avec les syndicats, les collectifs, les associations, c'est-à-dire les premières lignes organisées contre le capitalisme. Nous devons prendre en compte à la fois la bataille de classe et la bataille pour l'extension des droits et de l'égalité, contre les discriminations. À ce titre, les personnes considérées comme non-productives par le capital ont toute leur place dans la société écosocialiste.

16 Discriminations à l'égard des personnes lesbiennes, Gays, Bisexuelles, Trans, Queers et Intersexué·es. (Définition de l'intersexuation : <https://www.amnesty.fr/focus/le-i-de-lgbti>)

17 Pour revenir à la théorie du profit et de la survalueur : "Salaires, prix et profits" de Karl Marx.

i. Féminisme

Comme l'exposent nos « 26 thèses pour l'écosocialisme », le féminisme représente à la fois un point de départ et un objectif de notre projet politique.

Le combat féministe dénonce la domination et l'oppression patriarcales et revendique l'émancipation des femmes qui constituent plus de la moitié de l'humanité : le féminisme est donc un combat d'intérêt général [...]

Deux questions sont centrales pour l'émancipation et l'égalité.

Le droit fondamental des femmes à disposer librement de leur corps et de leur vie.

Les inégalités salariales entre femmes et hommes qui persistent malgré la Loi car elles sont liées aux inégalités de temps de travail et de carrière, conséquences de l'inégal partage des tâches liées à la reproduction de la force de travail. En cela, les luttes féministes font partie de la lutte des classes sans s'y réduire.

Le Parti de Gauche s'inscrit dans une vision matérialiste et marxiste du féminisme dans sa manière d'analyser les rapports sociaux comme des conditions matérielles d'existence.

L'oppression des femmes est déterminée par le fait que les hommes contrôlent et possèdent les moyens de production et bénéficient du travail des femmes, tandis que les femmes fournissent la force de travail en entreprise et dans la très grande majorité des tâches domestiques (travail gratuit).

Nous savons aussi que le patriarcat ne disparaîtra pas « automatiquement » avec la fin du capitalisme même si ces deux systèmes d'oppression interagissent.

Les luttes féministes doivent s'inscrire aussi dans une démarche internationaliste et intersectionnelle pour combattre la double domination capitaliste et patriarcale.

Les féministes afro-américaines et chicanas ont introduit la question de la représentation politique de celles qui sont à l'intersection de plusieurs rapports de pouvoir : « la race », la classe, le genre et l'orientation sexuelle. L'approche intersectionnelle permet un nouvel éclairage et élargit le combat à tous les secteurs et luttes où les femmes vivent ces dominations sociales, patriarcales, racistes, sexistes et sexuelles.

En France, nous venons d'obtenir une grande victoire : la constitutionnalisation de la liberté de recours à l'IVG en l'article 34 ce 8 mars 2024 grâce à l'initiative et à la détermination de Mathilde Panot, présidente du groupe parlementaire de la France Insoumise. Cette victoire est le fruit de longues années de luttes féministes qui aboutirent à la loi du 17 janvier 1975, dite loi « Veil », après le combat de Gisèle Halimi qui a fait avancer le droit en même temps que la société.

Cependant, la vigilance doit rester de rigueur. De nombreux obstacles subsistent quant à la garantie d'accès effectif et gratuit à l'IVG dans l'ensemble

du territoire. À cela s'ajoute la clause de conscience des médecins qui peut entraver les IVG comme en Italie.

La bataille continue car le président de la République parle de « réarmement démographique ». Cette politique nataliste est une vieille obsession réactionnaire qui assigne et limite les femmes à leur rôle de procréation.

Les mouvements d'émancipation et en particulier la vague #MeToo ont permis le début de la libération de la parole des femmes pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles qu'elles subissent. En France, on voit le nombre de plaintes pour violences conjugales augmenter de 15 %.

Malgré l'application de la parité dans ses instances et postes de coordination, malgré des formations de plus en plus régulières, le Parti de Gauche n'échappe pas au sexisme présent dans l'ensemble de la société.

Les organes de luttes contre les violences sexistes et sexuelles se mettent en place dans les organisations politiques. À l'issue du conseil national des 5 et 6 février 2022, le Parti de Gauche s'est formellement engagé contre les violences sexistes et sexuelles. Les femmes en sont victimes dans tous les domaines de la société et doivent affronter une omerta du sexisme structurel.

Le Parti de Gauche prend en charge les violences sexistes et sexuelles avec une commission spécifique. Il se dote de moyens pour lutter contre le système patriarcal tout en gardant à l'esprit qu'il ne se soustrait pas aux institutions judiciaires et juridictionnelles.

Toutefois la responsabilité du Parti de Gauche est d'assurer à toutes et tous ses adhérent·es la possibilité de militer dans un environnement sécurisé en conformité avec nos principes d'égalité et d'émancipation.

Luttons contre le patriarcat d'où qu'il vienne et où qu'il soit !!!

Action

- Porter, accompagner l'histoire des luttes féministes, inclure systématiquement des formations sur le féminisme dans les cycles dédiés.
- Organiser des débats, des échanges, des partages de bonnes pratiques, d'écoute et d'alerte dans nos pratiques militantes et plus largement.
- Produire et mettre à disposition les matériels nécessaires de sensibilisation y compris à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS).
- Éditer un prochain cahier de formation révolutionnaire sur féminisme.
- Aider au développement de l'autodéfense féministe, notamment en non-mixité : « Ne nous libérez pas, on s'en charge ! ».
- Renforcer notre implication dans les actions, les collectifs et mobilisations féministes telles que la journée internationale des droits des femmes le 8 mars et les manifestations contre les violences faites aux femmes le 25 novembre.

ii. Laïcité

La France est une république, indivisible, laïque, démocratique et sociale. Les lois de la République s'appliquent sur l'ensemble du territoire. Certains départements d'Alsace, de Moselle, et d'Outre-Mer (Guyane, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis-et-Futuna et Saint-Pierre-et-Miquelon) sont régis par le régime concordataire qui prévoit la non-séparation des institutions et des religions.

Au contraire, la loi de 1905 prévoit la séparation des églises et de l'État, et non de salarier ou de financer le culte.

La laïcité c'est la liberté de conscience et la séparation de la chose publique et de la chose privée.

La laïcité s'applique aux institutions, aux services publics et à ses agent·es, mais la laïcité n'est pas là pour régir le comportement des usager·es.

Concernant l'école, les dispositions anti-laïques (loi Debré de 1957, loi Carle de 2009) doivent être abrogées. Les fonds publics doivent être exclusivement réservés à l'école publique.

iii. Antiracisme et antifascisme

Le racisme est un système d'oppression et de domination, au même titre que le patriarcat. Il se nourrit et alimente le système capitaliste qui l'utilise en produisant l'idée de l'existence de « race » comme construction sociale, idéologique et politique hiérarchique.

Racisme systémique et capitalisme

L'avidité coloniale et impérialiste est le fruit de considérations économiques et productivistes : le besoin de matières premières, de mains d'œuvres gratuites ou à faibles coûts... Coloniser, occuper et asservir répondent aux objectifs économiques du système capitaliste dans ses velléités expansionnistes et dominatrices.

Le racisme systémique au cœur des institutions (police, gendarmerie) qui détiennent par la loi « l'utilisation légitime de la violence » doit nous inquiéter et être combattu comme tel.

La mort de Nahel, après tant d'autres meurtres au faciès, a été le déclencheur des révoltes urbaines, révélatrices du fait que la proclamation de l'égalité des droits est loin d'être effective dans notre pays notamment pour la jeunesse des quartiers populaires où se concentre la répression raciste.

L'Union Européenne vient de renforcer ses dispositifs d'exclusion et de rejet. Elle veut une forteresse, verrouillée par le dispositif FRONTEX (dont l'ancien directeur est candidat sur la liste du RN pour les élections européennes car il

considérerait cette agence européenne comme "laxiste"), les accords de Dublin et les logiques d'externalisation des frontières. Au prix d'un massacre silencieux, en Méditerranée, dans la Manche et aux frontières terrestres des pays avec lesquels elle passe des accords honteux.

Aucun mur, aucune patrouille, ne mettra fin aux conditions qui créent la nécessité de se déplacer pour des centaines de milliers d'êtres humains. Les "migrant·es" sont avant tout des réfugié·es du chaos capitaliste mondial : libre-échange, guerres et interventions néocoloniales, désastres climatiques.

Ce sont des centaines de milliers de sans-papiers qui vivent et travaillent aujourd'hui en France, cotisent, déclarent et paient des impôts sans aucun droit. Le seul résultat de la loi Darmanin sera de multiplier leur nombre et d'aggraver leur situation. L'accueil digne passe par la régularisation des travailleur·euses sans papiers et l'accès aux droits. Actuellement, l'obtention de ces droits nécessite des luttes sociales et syndicales pour créer un rapport de force qui profite également à l'ensemble des travailleurs·euses et de la population, comme en témoigne la victoire des travailleuses de l'Hôtel Ibis, ainsi que sur les chantiers des JOP 2024 ou encore des grévistes de Chronopost. Face aux différentes causes de migration et d'exil qui poussent des centaines de milliers de gens à fuir, la question de la régularisation de toutes les personnes sans papiers se pose. Le Parti de Gauche s'engage à approfondir le débat en son sein au cours de l'année 2024 afin d'avoir une position réactualisée pour répondre à ces enjeux.

Luttes antiracistes

La lutte contre le racisme est centrale car elle est facteur de division du peuple. Le racisme va s'accroître ainsi que la montée de l'extrême droite qui s'en sert comme idéologie d'appui. Il faut s'attendre à une déferlante de racisme. C'est l'un des socles communs des libéraux : de la loi dite "séparatisme" à la loi Darmanin.

En France, ce repli nationaliste, conservateur et xénophobe, s'est exprimé dans la loi du 24 août 2021, dite « contre le séparatisme », et par la loi « Asile et immigration » du 19 décembre 2023. Outre un durcissement très net des conditions d'accès et de vie des étranger·es demandeur·euses d'asile par l'affirmation répétée du principe de préférence nationale et la remise en cause du droit du sol à Mayotte, le dernier texte introduit une différenciation de traitement des demandes en fonction du secteur d'activité concerné. Il traduit la convergence idéologique entre la droite, qui défend les intérêts d'un capitalisme en crise, et l'extrême-droite toujours soucieuse de surfer sur la frustration et le mécontentement populaire en désignant le bouc émissaire.

Leur complicité avec le Rassemblement National (RN) indique un rapprochement qui peut servir de marchepied pour d'éventuels gouvernements de coalition.

Les fascistes veulent inscrire le principe de « priorité nationale » dans la Constitution de la cinquième République en cas d'accession au pouvoir. Voilà comment une Constitution autoritaire peut être au service d'une frange factieuse et réactionnaire, fondamentalement opposée au principe de laïcité, principe républicain par excellence.

Lutte antifasciste

Le terrorisme islamiste fait la Une des médias, mais le terrorisme d'extrême droite est minimisé ou passé sous silence. L'arrestation en Allemagne de membres d'une organisation nazie préparant un attentat contre le Bundestag et les menaces de mort contre nos élu·es et nos porte-paroles doivent nous rappeler que le risque fasciste est là.

Le Rassemblement National a changé la vitrine et les tabliers ont été nettoyés des souillures. Les cuisines sont toujours les mêmes et les nervis identitaires font le sale boulot que la branche institutionnelle ne peut assumer officiellement et publiquement.

Nous demandons que le Gouvernement prenne ses responsabilités et garantisse la dissolution des groupes d'extrême droite sur la base du respect de l'application de la loi antiraciste de 1973.

Parallèlement, nous appelons à la plus grande vigilance et à développer les conditions de l'autodéfense unitaire et démocratique, pour ne laisser aucune marge de manœuvre face à ces agressions.

Pour un front unique antiraciste et antifasciste

Le fascisme est un mouvement politique global et réactionnaire au service du capital, contre l'égalité et la citoyenneté. Il poursuit l'objectif de domestiquer les classes populaires en attaquant ses conquêtes sociales et les libertés démocratiques dans leur ensemble. Il épouse la volonté de changement des masses pour la canaliser dans une variante radicale du conservatisme de droite. C'est en ce sens que le fascisme représente un phénomène spécifique autonome qui appelle une réponse politique de haut niveau.

Le fascisme ne se réduit pas au racisme. Mais l'absence de réponse politique d'ensemble de notre camp sur le terrain antiraciste conduirait nécessairement à laisser la droite dérouler son programme.

Il est nécessaire de lancer et construire un front unique antiraciste et antifasciste.

C'est une méthode pour unifier la classe ouvrière, le peuple par l'intermédiaire de ses différentes formes d'organisation afin d'ouvrir un front de lutte permanent.

Le rapport de force n'est pas en faveur de notre camp social, et nos organisations quelles qu'elles soient. Il est urgent de serrer les rangs et mener une bataille culturelle en rupture avec l'ordre capitaliste, raciste et patriarcal établi. La politique du front unique permet de penser les interactions sociales dans leurs diversités, d'apporter matériellement des conditions et des méthodes de luttes à même de détruire le capitalisme et toutes ses manifestations, de la plus anodine à la plus brutale. Notre division est un facteur de défaite. C'est une dimension stratégique : le peuple, peu importe son origine ou ses croyances réelles ou supposées, peu importe son genre et son orientation sexuelle, contre le capital. Il est plus que nécessaire d'unifier les opprimé-es, qu'elles et ils soient des villes ou des campagnes. Nos luttes sont essentielles pour déstabiliser le bloc bourgeois. Il est fondamental de mener une bataille culturelle pour la sixième République et de renforcer les rangs des luttes contre le racisme et toutes les formes d'oppressions où qu'elles soient.

Action

- Créer une commission antiracisme.
- Former les camarades et organiser des événements.
- Mettre en place des cadres de réflexions et de discussion autour de la défense de la laïcité.
- Participer aux initiatives nationales et locales pour le droit des étranger-es et de lutte contre les violences policières et pénitentiaires.
- Lancer et construire un front unique antiraciste et antifasciste.
- Travailler sur tous les plans aux conditions d'une autodéfense unitaire et démocratique nationalement comme localement.

iv. Lutte pour les droits LGBTQI+.

Depuis des années, les actes LGBTQIphobes n'ont de cesse d'augmenter. En 2022, le ministère de l'Intérieur reconnaissait une hausse de 3 % des "actes anti-LGBT+" par rapport à 2021¹⁸. Alors même que l'on sait que l'ensemble des victimes ne déclarent pas leur agression, on dénombrait plus de 4 000 "atteintes anti-LGBT+" en 2022.

18 <https://www.interieur.gouv.fr/actualites/grands-dossiers/ministere-de-linterieur-et-des-outre-mer-sengage-contre-lgbtqiphobies-0>

Cette recrudescence de violences fait notamment suite au laisser-aller des gouvernements Hollande en 2013, instrumentalisant les manifestations contre le Mariage Pour Tous. Cette séquence a marqué le premier moment de regroupement de sphères violentes qui ne se fréquentaient plus depuis des années, mais aussi de libération de la parole homophobe. L'extrême-droitisation du débat politique a aussi beaucoup contribué à la libération de la violence altérophobe dans les rues.

Dans la sphère du travail, être homosexuel est aussi une source de discriminations : ainsi, les hommes homosexuels sont rémunérés 6 % de moins que les hétérosexuels dans le privé (et 5 % dans le public).¹⁹ C'est aussi s'exposer aux commentaires des collègues. Ainsi, le Défenseur des droits note que *"entre 1 et 2 millions de personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transidentitaires (LGBT) cacheraient leur orientation sexuelle au travail en France"*.

À l'école, au travail, dans la rue, en famille... pour beaucoup, être LGBTQI et visible revient à s'exposer à la violence et vivre dans la peur, mais aussi subir une condition économique dégradée.

Action

- Le Parti de Gauche appelle l'ensemble de ses militant·es à participer aux différentes Marches des Fiertés qui ont lieu dans l'ensemble du territoire²⁰.
- Le Parti de Gauche appelle ses militant·es à participer à tous les combats pour l'égalité et à se mobiliser contre toutes les discriminations.
- Le Parti de Gauche forme les camarades aux questions de genres, au partage des bonnes pratiques, d'écoute et d'alerte et organise des rencontres avec les associations qui luttent contre les actes LGBTQIphobes nationalement et localement.
- Dans le cadre de son travail programmatique, le Parti de Gauche lance une réflexion sur l'égalité salariale et les discriminations économiques qui touchent les minorités sociales : femmes, jeunes, seniors, minorités d'orientations sexuelles ou de genre, minorités ethnico-culturelles ou encore religieuses.

e. De la servitude à un autre imaginaire

De nouvelles servitudes pèsent désormais sur les citoyen·nes : de nouvelles formes d'esclavage (auto-entreprenariat tributaire des plateformes comme

¹⁹<https://www.frustrationmagazine.fr/enquete-etre-homosexuel%c2%b7le-cest-toujours-la-merde/>

²⁰ Tous les ans, principalement durant le mois de Juin.

Uber, Deliveroo, etc., bullshit jobs), une dématérialisation numérique de la société qui prétend mettre chacun·e en ligne pour mieux nous aligner sur des modes de pensée consuméristes standardisés, la mise en œuvre d'automatismes psychiques rendus possibles par les automatismes technologiques, sont progressivement imposées dans les domaines fondamentaux que sont la santé et l'éducation, à travers un système débilitant de tests et d'évaluations ne laissant aucune place à la logique, au droit et aux expertises de terrain. Tout concourt à mettre en œuvre une neuropolitique qui nous a fait entrer dans une société de contrôle pour modifier nos comportements et empêcher les citoyen·nes de réfléchir et décider par eux-mêmes.

Cette société de contrôle devient de plus en plus une société de mensonge généralisé, de faux et de tromperies qui se font passer pour des vérités.

Nous devons nous réapproprier l'idée Républicaine pervertie par les réactionnaires, de fait, antirépublicains, de droite extrême et d'extrême droite. Notre République est sociale, égalitaire et laïque. Elle promeut l'émancipation des femmes et des hommes contre toutes les formes d'aliénation. Elle repose sur une École publique et laïque, gratuite, neutre sur les plans religieux et commerciaux.

Nous récusons la fragmentation actuelle de la société et l'individualisation forcenée qui cantonne les gens dans des replis identitaires ou communautaristes.

4. Vers un programme actualisé pour un nouveau monde à construire : l'écosocialisme

Nous voulons une société où l'économie est au service des besoins et du bien vivre, une économie sociale et solidaire où tous les travailleur·ses sont impliqué·es dans tous les processus de production et de gestion par leur entrée dans les instances dirigeantes de leurs entreprises, administrations ou associations quelles qu'elles soient. Une économie où l'égalité effective est réelle et non pas héritée. Une société de création où la culture est, comme dit Gilles Deleuze, « Cette capacité à penser dont le capitalisme néolibéral tend à nous priver ».

Nous voulons une société où les expressions culturelles tendent à l'échange et à l'égalitarisme. Les cultures populaires du monde ouvrier urbain ou du monde rural, les cultures savantes produites par les politiques culturelles en se décroissant, en se nourrissant réciproquement, constituent un terreau pour cultiver collectivement. Cette diversité féconde doit être mise à profit pour constituer l'écosocialisme. La pratique et la fréquentation des arts libèrent la puissance créative des individus et des collectifs. La culture est un outil essentiel dans la construction d'un nouvel imaginaire. Les artistes, les

artisan·es, les intellectuel·es sont ainsi des partenaires politiques pour faire advenir le monde de demain. D'une manière générale, nous prônons une société où chacun·e pourra être à la fois artiste, artisan·e et intellectuel·le afin d'embrasser l'ensemble de ce qui compose nos sociétés humaines. Chacun est responsable de la création de ce monde : celui où règne l'art de vivre. Nous voulons une démocratie participative de toutes et tous.

Nous voulons une société laïque garantissant véritablement la liberté de conscience et la neutralité de l'État par rapport aux clergés.

Nous voulons une société où l'égalité femmes-hommes est un objectif prioritaire ; une société débarrassée de cette pornographie dégradante dans les pubs et les réseaux sociaux qui a, en particulier chez les adolescent·es, un impact sur la perception des femmes, présentées comme des objets sexuels.

Nous voulons une société où l'étranger·e est reconnu·e et traité·e avant tout comme un être humain, où les personnes qui quittent leur pays pour des raisons purement économiques ne seraient pas traitées comme « armée de réserve » par le patronat.

Nous voulons préserver un mode de vie fondé sur des comportements socio-responsables et éco-responsables. Pour cela une planification écologique de l'économie doit permettre de réguler le rythme de la bifurcation nécessaire.

Nous voulons une société solidaire où l'exigence de justice et de correction des inégalités soit l'affaire de toutes et tous.

Nous voulons une société régénérée par un nouvel humanisme critique intégrant une vision intégrale du monde et de ses espèces, pas seulement humaine mais aussi animales et végétales.

Nos propositions écosocialistes répondent aux besoins essentiels, donc cela nous incite à prendre des initiatives, à créer des espaces de discussions et de décisions, afin que le plus grand nombre s'en empare, c'est une condition sine qua non pour la révolution citoyenne.

Nous côtoyons dans nos villes et campagnes bien des exemples de pratiques alternatives. Nous devons les prendre en compte.

En effet, c'est formateur et cela nous entraîne à concrétiser des mots d'ordre, à partir des radicalités concrètes.

L'exemple de Notre-Dame-des-Landes démontre à quel point les convergences de réseaux, conscients des enjeux même s'ils n'étaient pas tous « amis », peuvent être fertiles et permettent d'essaimer des solutions alternatives positives.

L'écosocialisme postule de collectiviser l'appareil productif afin de faire cesser l'usure des travailleur·euses comme celle des ressources naturelles. En effet,

seul un système économique libéré du prélèvement de la rente est en mesure de garantir le bien-être humain comme la préservation des écosystèmes.

Le Parti de Gauche réaffirme aussi sa volonté de construire des liens étroits écosocialistes aux niveaux international, national et local afin d'enrichir un projet politique sur le long cours. Cela passe par la mise en place de comités de liaison afin de renforcer les liens entre les différentes organisations écosocialistes ou proches.

Au plan international, au cours de nos différentes missions nous avons noué des liens avec des organisations de masses et des partis jouant un rôle clé dans la lutte politique écosocialiste, notamment le PSOL du Brésil et le HDP/DEM de Turquie.

Des contacts prometteurs sont en cours en Afrique et en Inde.

L'écosocialisme est bien le programme que nous voulons rendre vivant, concret et alternatif au capitalisme.

Développons un Parti qui se bat concrètement pour le quotidien des gens, qui s'inscrit dans des réflexions de long terme et dans les luttes internationales en garantissant l'accueil de ceux qui veulent réfléchir, débattre et construire ces propositions. Consolidons un Parti creuset, basé sur l'éducation populaire, sur la formation politique à toutes ces échelles : démocratie interne, analyse et stratégie militantes, camaraderie, expérimentation, construction collective, débat inclusif, déconstruction des biais de l'idéologie dominante, pour que chaque militant·e retrouve son pouvoir d'agir en tant que sujet politique. Ainsi, nous refonderons nos cellules de bases, nos comités autour du triptyque : Formation, Délibération, Action.

Le Parti de Gauche est riche de son expérience, de son programme et du formidable travail de ses militant·es.

Action

Le Parti de Gauche engage dès le premier CN suivant le congrès 2024 un travail politique dans la durée pour mieux faire connaître et réactualiser ses thèses sur l'écosocialisme et son programme politique. Un chantier d'échange et d'élaboration dans le parti est donc ouvert jusqu'au 1^{er} trimestre 2025 en vue d'une convention programmatique.

On peut faire mieux, c'est tout l'objet de notre orientation et notre action pour les mois et les années qui viennent.

Continuons le combat !

FEUILLE DE ROUTE

Vie, outils et communication du Parti

Le Parti de Gauche rassemble toutes les générations autour du combat pour la révolution citoyenne et une sixième République écosocialiste. Le Parti de Gauche a un rôle important à jouer en matière d'éducation populaire et mettra à disposition des militant·es des documents clairs et argumentés afin qu'elles /ils puissent organiser des réunions localement. Le Parti de Gauche fait fonctionner des groupes de travail transverses sous la responsabilité des SEN de façon à entretenir le débat et à faire circuler l'information de bas en haut et de haut en bas. Le Parti de Gauche fonctionne sur la base d'une dynamique locale dans un dialogue permanent avec les responsables SEN de Régions. Ce dialogue doit permettre de dégager des axes de campagnes nationales qui seront mises en œuvre en coordination étroite avec tous les échelons.

Le Parti de Gauche est l'outil de ses militant·es. Elles et ils le forgent autant qu'elles et ils l'utilisent. Loin d'être la seule affaire de l'équipe du Secrétariat exécutif national, l'animation de la vie du Parti est de la responsabilité de toutes et tous. Les camarades sont chaleureusement invité·es à prendre toute leur part de ce chantier perpétuel.

Il appartient à notre parti et à ses instances de s'appliquer en permanence à réfléchir sur ses pratiques militantes afin de s'éviter toute dérive. Nous avons des Statuts indispensables qui garantissent le fonctionnement démocratique de notre parti, faisons-les vivre pour permettre l'expression de tous les militants dans un débat démocratique indispensable à la vitalité de notre parti.

Afin de permettre l'implication de tou·tes, nous nous donnons les modalités de fonctionnement suivantes : prises de parole égales et alternées autant que possible selon le genre ; mettre en place des gardes d'enfants militantes ; faire émerger et former de nouveaux camarades dans une perspective de renouvellement des équipes militantes ; rédaction d'un guide des bonnes pratiques militantes.

Militer, c'est certes travailler sur les idées. Mais c'est aussi se saisir des moyens du Parti pour rendre ces idées accessibles au grand public.

Si les co-secrétaires des comités départementaux sont localement en première ligne, il va de soi que tout ne doit pas reposer sur leurs seules épaules. Les relations locales avec les autres organisations de gauche (partis, mouvements, syndicats, associations, etc.), l'organisation d'événements tels que des conférences, débats, célébration d'événements (anniversaire de la Commune, par exemple), projections de films et/ou documentaires, la production (réactive) de communiqués de presse lors d'événements politiques ou sociétaux marquants, etc., doivent permettre de donner du Parti l'image d'une organisation "vivante" et impliquée dans la vie de la Cité, condition *sine*

qua non de sa pérennité. Toutes et tous sont bienvenu·es pour contribuer, et former autour des co-Secrétaires des comités départementaux les équipes *ad hoc* sur tous ces sujets.

Toutefois, il revient au Parti de mettre à disposition des adhérent·es et des comités départementaux les outils adéquats. Un travail est engagé, et qui doit se poursuivre, de "modernisation" des outils numériques du Parti (messagerie mail, sites internet et intranet, gestion des bases de données adhérent·es, etc.). De plus, une équipe d'animation des comptes de réseaux sociaux du Parti est en place.

Depuis fin 2021 nous utilisons, au niveau national, une plateforme de diffusion de communiqués de presse qui permet de circulariser, selon des cibles choisies, la presse nationale (quotidienne et magazine), régionale ou locale. Cet outil est également à disposition des comités départementaux sur les sujets d'intérêt général et de portée nationale.

Des commissions thématiques existent. Au besoin, la création de nouvelles commissions est à l'initiative des militant·es, sous réserve de validation d'une feuille de route claire (objectifs, moyens, agenda, contrôle) par le Secrétariat exécutif national et le Conseil national. Elles se réunissent autant que de besoin, en privilégiant les moyens de communication numérique pour permettre l'inclusion de camarades réparti·es sur tout le territoire. Leurs travaux font l'objet de compte-rendus trimestriels à destination de leurs membres et du Secrétariat exécutif national, et qui ont vocation à être présentés au Conseil national lors de ses réunions.

Les adhérent·es sont invité·es à fournir au Secrétariat exécutif national des notes de synthèse sur les sujets qu'elles et ils maîtrisent afin de renforcer la communication du Parti.

La revue du Parti, *l'Intérêt Général*, est devenue un outil reconnu et apprécié, en interne mais aussi en externe, de notre communication. Si la forme a changé, le fond reste toujours de haut niveau, et alimente le débat et la réflexion politique parmi les camarades. La revue est aussi un vecteur de notre rayonnement : plusieurs libraires, ouvertement engagés ou non, ont accepté de la proposer à la vente. Nous devons multiplier ces méthodes et diffuser largement les deux publications annuelles de *l'Intérêt Général*.

Enfin, du matériel militant (affiches, tracts, autocollants, etc.) constamment renouvelé, selon l'actualité, est à disposition au siège, par voie numérique ou par envoi postal.

Action

- Par centres d'intérêts, les camarades se mettent en réseau pour produire des notes de synthèse et d'analyse et des propositions de communiqués de presse. Ce travail peut notamment se développer par la mise en place de commissions thématiques spécifiques en fonction des enjeux à court et moyen termes.
- Pour mettre en valeurs nos idées, nous pouvons organiser localement et nationalement des initiatives autour d'événements ou lieux symboliques.